

**Jacqueline
WOLFF**

Directrice
du Projet Euro
Renault

**Jean-Paul
BETBEZE**

Directeur
des études
économiques et
financières,
Chef économiste
Groupe Crédit
Lyonnais

**Sir Peter
PETRIE**

Adviser to
the governors
for European
and Parliamentary
Affairs - Bank
of England

**Jacques
CREYSSEL**

Directeur général
chargé des affaires
économiques et
de la coordination
stratégique -
CNPF

Débat animé par

**Max-Paul
SEBAG**

Président
directeur général
E-value

LES ENTREPRISES ET L'EURO

Nouvel espace, nouvelles stratégies

L'euro ne peut se résoudre à une question de pure technique monétaire : face à l'échéance du 1^{er} janvier 1999, c'est aussi et surtout une question stratégique, obligeant les entreprises à revoir, au-delà de leur comptabilité, l'ensemble de leurs activités commerciales dans un espace économique européen redessiné.

Un récent colloque, organisé par le Club des Annales des Mines réunissait des représentants du monde des entreprises et des banquiers autour d'une question cruciale : à quelles règles du jeu la concurrence, ainsi élargie, devra-t-elle répondre afin que nul ne pâtisse de la naissance de ce géant économique que sera l'Union européenne ?*

(*) 23^e rencontre du Club des Annales des Mines, 23 avril 1998, École des Mines de Paris. Ces rencontres sont organisées avec l'appui de EDF, Elf Atochem, France Télécom, Lafarge, PSA et Usinor.

LE PASSAGE À L'EURO CHEZ RENAULT

Le pilotage du passage à la monnaie unique

Jacqueline Wolff Renault a souhaité se préparer très précocement à l'introduction de la monnaie unique et a donc mis en place dès le premier trimestre 1996 une structure de projet regroupant nos trois principales branches d'activité : véhicules industriels, automobile, finance. Cette structure, que je préside, a été chargée d'élaborer des solutions concrètes pour passer à l'euro dès 1999, tout en mettant à profit la période, dite de transition, qui s'étalera jusqu'en 2002. Nos travaux au sein du groupe Simon-Creyssel nous ont en effet vite convaincus de l'irréalisme d'une solution "big bang", notamment dans tous les aspects informatiques.

Un pilote de "projet euro" a été désigné pour chaque branche, mais aussi pour chaque métier de l'entreprise : marketing-vente-clients, achats, finances, comptabilité-gestion, gestion du personnel, systèmes d'information, fonctions juridiques et fiscales. Depuis le printemps 1996, ces pilotes se réunissent deux fois par mois pour faire le point sur l'avancement de leurs travaux. Un "comité plénier", regroupant l'ensemble des patrons métiers et branches, présidé par un directeur général-adjoint de Renault, avalise les stratégies et les solutions proposées par la direction de projet. Il a, notamment, été amené à réaménager les calendriers et le déplacement prévus pour de nouveaux systèmes informatiques de gestion, afin que le passage à l'euro ne génère pas de coûts additionnels.

Les objectifs arrêtés pour le passage à la monnaie unique étaient doubles :

- déterminer les solutions les plus cohérentes et les moins coûteuses ;
- dispenser une information homogène dans toute l'entreprise, qui permette de dégager un consensus sur un scénario unique de passage à l'euro.

Les grandes lignes du projet euro

Dès le 1^{er} janvier 1999, Renault sera, pour l'extérieur, une entreprise "tout euro".

Les clients

Dans l'ensemble des pays de l'UEM, le réseau Renault proposera à ses clients des tarifs, des règlements et des facturations en euros comme en monnaie locale. Nous estimons en effet que les consommateurs pourraient manifester dès 1999 leur désir de s'habituer au manquement de la monnaie unique, sans attendre sa généralisation en 2002.

Les fournisseurs

Dès le 1^{er} janvier 1999, Renault sera en mesure de régler ses fournisseurs étrangers en euros. Les fournisseurs français ne pourront toutefois bénéficier de cette possibilité qu'à partir du 30 juin 1999, le traitement de la TVA exigeant un délai supplémentaire.

Actionnaires et communication financière

Le passage à l'euro des marchés boursiers intervenant le 1^{er} janvier 1999, nos actions seront cotées en euros à cette date et notre communication financière pour 1999, pour les comptes de 1998, sera faite en euros et en francs, sur la base de nos comptes de 1998.

Trésorerie, financements et opérations de marché

La gestion de nos flux financiers en France et en Europe est,

d'ores et déjà, centralisée dans un système unique. Les modifications techniques, induites par la nécessité de traiter des flux et des opérations de marchés en euros, seront donc extrêmement mineures.

Communication et formation

Depuis mars 1998, un plan de communication interne a été établi ; il est unique pour tout le groupe. Il s'articule autour d'une lettre d'information consacrée à l'euro, d'une "école de l'euro", d'un support d'information sur Intranet, de publications d'articles dans les journaux internes, etc. A partir du mois de janvier 1999, le net à payer des bulletins de salaires sera par ailleurs libellé en monnaie nationale et en euros pour tous les salariés de l'UEM.

Les premières opérations de communication externe ont été lancées. Elles sont dirigées prioritairement vers nos fournisseurs, le réseau commercial et les organisations professionnelles.

Le "lot 2002"

Nous avons choisi de reporter à 2002 la conversion de notre comptabilité et de nos systèmes de gestion. Nous disposerons ainsi des délais suffisants pour mettre en place les progiciels que l'entreprise avait déjà décidé d'implanter dans le groupe. De même, la confection en euros de l'ensemble des bulletins de salaires est reportée à la dernière phase de l'UEM.

L'arrivée de l'euro ne se traduira pas par une convergence brutale des prix.

(Présentation de l'Euro par MM. J. Santer et Y. Thibaut de Silguy. Sommet européen, Bruxelles, 15 janvier 1998).

Euro et concurrence

L'arrivée de l'euro ne se traduira pas par une convergence brutale des prix. La clientèle de Renault a déjà appris à comparer les prix de nos véhicules selon les différents pays, notamment depuis les dévaluations de certaines monnaies sud-européennes en 1992. La monnaie unique ne

DÉBAT

fera que renforcer cette comparabilité et, éventuellement, atténuera progressivement les écarts tarifaires.

LA PRÉPARATION DES BANQUES À L'EURO

Jean-Paul Betbeze L'euro ne peut se résumer à un problème monétaire purement technique. Au-delà des questions d'arrondis et de taux de conversion, la monnaie unique bouleverse fondamentalement l'environnement concurrentiel de toutes les entreprises et de toutes les banques. L'euro est, donc, avant tout, une question stratégique. Or les banques vendent... de la monnaie !

C'est non seulement leur environnement, mais leur activité même, qui est heurté de plein fouet par l'euro, car leur spécificité, souvent liée, voire très liée à une monnaie nationale va se volatiliser du jour au lendemain. Seuls les établissements les plus solides sont appelés à survivre à ce choc, laissant présager de nombreuses "euro-restructurations" et, même, des "euro-mariages" à répétition.

L'adaptation des établissements bancaires

Les questions informatiques

Dans de nombreux établissements, l'arrivée de l'euro a mis en lumière une forte obsolescence du parc informatique et des logiciels.

Des groupes de techniciens ont dû être mobilisés pour recenser tous les blocages et problèmes que le passage à la monnaie unique risque de susciter dans les quelques vingt mille programmes qu'utilise aujourd'hui le secteur bancaire. Ceci, en attendant l'an 2000 !

Le "big bang" de la relation avec le client

En bouleversant les repères traditionnels des clients, l'introduction de l'euro va donner lieu à une surenchère permanente entre banques. Celles-ci devront proposer de nouveaux types de relevés, redéfinir la rémunération des comptes, peut-être réexaminer la présentation du coût du crédit, etc. Aujourd'hui, la formation directe et indirecte du grand public aux nouveaux mécanismes monétaires européens absorbe pratiquement les deux tiers de l'ensemble des budgets de préparation à l'euro. La monnaie unique pourrait également inciter les entreprises de taille moyenne et les grandes entreprises à se désintéresser progressivement des crédits traditionnels pour se tourner de plus en plus vers de la souscription obligatoire. Plus encore, les opérateurs de tout le continent risquent d'être aspirés vers la place de Francfort, où pourraient se concentrer toutes les informations relatives aux liquidités circulant à travers la zone euro. Dans un délai assez rapide, les autres places européennes pourraient ainsi passer à l'arrière-plan. Ceci pose un problème essentiel pour Paris, évidemment.

La restructuration du marché

Dans un marché de plus en plus harmonisé, les entreprises d'Europe vont inévitablement devoir resserrer leur "arsenal" bancaire. Les entreprises mondiales vont, dans le même temps, considérer l'Europe comme un tout et demander une limitation du nombre de banques pour cette nouvelle région. Anticipant ces restructurations, les établissements du continent s'inscrivent dans un mouvement de consolidation qui, de plus en plus, pousse à la

hausse la valeur de chaque banque, cause et conséquence du processus de concentration en cours. A la fin du processus, il y aura quelques grandes banques européennes qui seront, pour l'essentiel sans doute, elles aussi mondiales.

LA PRÉPARATION DE L'UEM AU ROYAUME-UNI

L'anticipation du changement

Sir Peter Petrie Contrairement à son prédécesseur, le gouvernement britannique actuel n'a manifesté aucune objection de principe à participer à l'UEM. À l'heure actuelle, seul le décalage entre le cycle de l'économie britannique et celui des économies européennes - la Grande Bretagne ne pouvant supporter les taux d'intérêt extrêmement bas pratiqués dans la future zone euro - empêche Londres d'adopter la monnaie unique dès 1999. Néanmoins, l'importance de l'euro pour tous les pays de l'UE est telle que les préparatifs doivent d'ores et déjà être identiques dans les pays *in* et dans les pays *out*.

Consciente que la première phase de l'UEM bouleverserait toutes les données de l'économie européenne, la Banque d'Angleterre a lancé, dès 1995, sa réflexion sur la transition à l'euro. Ce faisant, elle palliait le silence du gouvernement de l'époque qui ne souhaitait pas, en effet, prendre le risque politique d'une campagne de sensibilisation à l'euro en direction des grandes entreprises britanniques, pourtant exposées au premier chef au bouleversement monétaire européen.

Aujourd'hui, toutefois, le gouvernement du Royaume-Uni a mis en place une commission présidée par le Chancelier de

l'Echiquier, afin d'accélérer les adaptations des secteurs public et privé en vue d'une éventuelle adoption de l'euro. Avant la fin de l'année 1998, cette structure proposera un programme détaillé de conversion de la Livre sterling à l'euro.

Les travaux de la Bank of England et de la commission gouvernementale ont donc déjà atteint un stade avancé. Les derniers travaux en date concernent notamment le *conversion weekend* (week-end précédant le basculement à l'euro). Ils proposent des solutions pour la conversion du nominal des titres, le traitement des transactions arrivant à échéance le jour du passage à l'euro, etc. (1).

(1) Pour plus de détails, consulter : <http://www.bankofengland.co.uk/euro.htm>

La préparation des entreprises

L'euro dans l'économie britannique

La plupart des entreprises britanniques préparent aujourd'hui en masse le basculement de leur parc informatique vers l'an 2000 et ont ainsi tendance à négliger l'arrivée de l'euro. Néanmoins, la Bank of England s'efforce de les convaincre de lancer à temps les réformes nécessaires car de plus en plus d'acteurs majeurs anticipent l'arrivée de l'euro : British Steel a ainsi décidé de libeller en euros tous les contrats le liant à ses fournisseurs étrangers, afin de minimiser le risque de change. Petit à petit, la totalité de la

chaîne de facturation devra, inévitablement, s'adapter. La Bank of England réfléchit ainsi aujourd'hui activement sur les problèmes posés par la modification des systèmes de paiement.

Les marchés financiers

Place financière à vocation réellement internationale, la City de Londres ne devrait pas être pénalisée par le maintien du Royaume-Uni en dehors de la zone euro. La multitude d'entreprises mondiales de services financiers (banque, investissements, assurances, gestion d'actifs, etc.) qui résident en Grande-Bretagne travaillent sur des liquidités en livres Sterling aussi bien qu'en dollars, en yens et, demain, en euros. Londres proposera toujours à toutes ces entreprises les conditions d'activité très favorables et l'exper-

Aujourd'hui, la formation directe et indirecte du grand public aux nouveaux mécanismes monétaires européens absorbe pratiquement les deux tiers de l'ensemble des budgets de préparation à l'euro.

DÉBAT

tise économique et financière très riche qui ont fait son succès pendant des années. L'arrivée de l'euro ne fera, au contraire, que renforcer le potentiel d'activité de la City, que le Royaume-Uni soit un pays *in* ou un pays *out*. L'approfondissement des marchés devrait profiter à tous : la City a vocation à rester un atout pour toute l'Europe et pas uniquement pour un seul pays.

BILAN DE LA PRÉPARATION DE LA FRANCE À L'EURO

Jacques CREYSSEL La France a achevé de préparer son cadre technique et juridique pour le passage des entreprises à l'euro. Toutes les dispositions adoptées depuis dix-huit mois ont été traduites dans des textes législatifs et réglementaires, officiellement promulgués ou en voie d'avalisation.

La liberté sans désordre

Ce cadre a été défini dans le souci de réduire au maximum les contraintes imposées aux entreprises. De 1999 à 2002, celles-ci seront libres d'utiliser, au choix, le franc ou l'euro pour :

- tenir leur comptabilité ;
- payer leurs impôts et leurs cotisations sociales ;
- publier leurs comptes ;
- effectuer leurs déclarations fiscales.

Le passage à l'euro des déclarations sociales devrait intervenir très rapidement.

Afin que cette totale liberté ne trouble pas la nécessaire sérénité des rapports économiques, un certain

nombre de règles de base ont été édictées. Ce "code de bonne conduite", avalisé par tous les acteurs (syndicats, entreprises, etc.), implique notamment une continuité totale de la chaîne d'achat et de facturation. Il suppose également qu'une entreprise ne puisse pas imposer unilatéralement le passage à l'euro à ses clients ou à ses fournisseurs.

Vis-à-vis des consommateurs, il prévoit un double affichage pour tous les prix "significatifs". Pour les salariés, il invite les entreprises à faire évoluer de manière aussi harmonieuse que possible les bulletins de salaires vers l'euro.

Tous les problèmes fiscaux, comptables, juridiques, etc., susceptibles de se poser aux entreprises lors de l'introduction de l'euro ont été recensés. Pour 95 % d'entre eux, une solution a été dégagée.

Des PME insuffisamment conscientes des enjeux

En France, 25 % des PME seulement ont déjà adopté un plan de passage à l'euro. Ce retard a plusieurs explications :

- *une mauvaise appréciation des délais* : beaucoup d'entreprises sont restées sceptiques jusqu'au dernier moment quant à la faisabilité de l'euro ;

- *une appréciation erronée des enjeux* : trop d'entreprises considèrent l'euro comme un problème purement technique alors qu'il s'agit avant tout d'une question de stratégie.

Par les investissements considérables – notamment dans l'informatique – qu'il exige, l'euro remet en question tout un pan des orientations stratégiques d'une entreprise. En renforçant la comparabilité des prix, la monnaie unique impose une révision profonde des politiques commerciales et de marketing. Ce phénomène s'accroît avec

l'avènement du commerce électronique. Enfin, les entreprises continuent de négliger plusieurs facteurs sociaux. Les salaires subiront non seulement une diminution "psychologique" (10 000 francs n'équivaudront plus qu'à 1 512 euros) mais ils deviendront également comparables d'un pays à l'autre et d'une filiale à l'autre. Les discussions menées en Comité de groupe européen pourraient bien s'en ressentir...

Revoir les priorités

Dans beaucoup d'entreprises, les questions posées par le passage à l'euro se télescopent avec d'autres défis majeurs : consolidation des carnets de commande, problèmes informatiques liés à l'an 2000, passage aux 35 heures, etc. En outre, les SSII sont aujourd'hui submergées par la demande et elles obligent les entreprises à repousser sans cesse les délais d'adaptation de leur parc informatique.

En ce qui concerne les rapports entre les entreprises et l'Administration, nous sommes parvenus à faire en sorte que les Directions des impôts et les Caisses de sécurité sociale puissent opérer une transition rapide et sans accroc. Mais le dossier reste paralysé dans certains autres secteurs, comme, par exemple, celui de la Santé. Nous nous exposons donc à des blocages en 2002.

D'importants décalages

Les grandes entreprises, de leur côté, anticipent la plupart du temps le passage à la monnaie unique, dressant même dès aujourd'hui des catalogues libellés en euros. Elles entraînent

ainsi dans leur sillage tous leurs fournisseurs, sous-traitants, etc. L'euro implique le respect de toute une chaîne stratégique, dont aucun maillon ne doit être rouillé. Si les consommateurs ne sont pas formés à temps au maniement de la monnaie unique, ils ralentiront leur rythme de consommation, pénalisant ainsi la production et, finalement, la croissance du PIB. De même, la mise en circulation des pièces et billets doit être suffisamment rapide : un défaut de moyens de paiement, si provisoire soit-il, serait fatal au commerce. Chaque question pratique doit donc être abordée avec la plus grande vigilance !

UNE NOUVELLE CONCURRENCE

Convergence et comparabilité des prix

Au cours du débat, l'assistance fait remarquer, à plusieurs reprises, que la monnaie unique rendra totale la comparabilité des prix entre tous les pays de la zone euro. Jacqueline Wolff tient à souligner que Renault ne voit pas dans ce phénomène de risque concurrentiel réel. En

effet, les écarts de prix d'un pays de l'Union européenne à l'autre sont déjà connus depuis plusieurs années. Le secteur automobile s'avère d'autant moins exposé que l'écart maximum de prix entre deux véhicules individuels identiques, d'un pays à l'autre, n'est que de 20 %, contre... 1 420 % pour un timbre, plus de 40 % pour un pantalon jean's, etc.

Néanmoins, note Jean-Paul Betbèze, l'euro sera introduit sur des marchés européens qui entrent, aujourd'hui, dans une phase de désinflation. La conjugaison de ces deux phénomènes exacerbera, inévitablement, la concurrence entre les entre-

Si les consommateurs ne sont pas formés à temps au maniement de la monnaie unique, ils ralentiront leur rythme de consommation, pénalisant ainsi la production et, finalement, la croissance du PIB.

DÉBAT

prises de toute la zone euro. Cette compétition renforcée favorisera alliances, mariages et fusions, chaque groupe devant désormais prendre une dimension réellement européenne. Jean-Paul Betbèze parle ainsi de nouvelles "euro-marques" qui partiront à la conquête du marché européen.

Convergence fiscale et sociale

L'avènement d'un marché élargi doté d'une monnaie unique impliquera nécessairement, à terme, une harmonisation des politiques fiscales et sociales, tous les intervenants en sont convenus. Le but en est d'éviter toute distorsion de concurrence entre les différents pays de la zone euro.

L'assistance invite toutefois à réfléchir sur l'avenir de la fiscalité indirecte. Celle-ci frappe en effet plus particulièrement les circuits de distribution, qui sont appelés, dès les premiers pas de la monnaie unique, à se démultiplier à travers toute l'Europe.

Selon Jacques Creyssel, le problème de l'harmonisation se posera avec force pour tous les impôts et pas seulement pour la taxe sur la valeur ajoutée. Dans les pays à fort taux de TVA, les entreprises seront poussées à des efforts de productivité supplémentaires pour réduire plus encore leurs prix hors taxes, tandis que, comme le remarque Jean-Paul Betbèze, les pays à TVA très faible tels que l'Irlande tireront leur épingle du jeu.

L'incidence des nouvelles technologies

Pour plusieurs membres de l'assistance, la transparence des

prix à l'échelle européenne se trouvera renforcée par l'expansion permanente du commerce électronique sur Internet, chaque citoyen européen pouvant acquérir des biens dans le pays de son choix sans supporter des frais de transport trop lourds.

Jean-Paul Betbèze voit ainsi se profiler une nouvelle ère dans les services bancaires, où les particuliers et les entreprises pourront, à n'importe quel moment de la journée, sélection-

ner et acquérir via Internet des produits financiers dans toute l'Europe (SICAV européennes, etc.).

Jacqueline Wolff invite à minorer l'impact – à tout le moins, dans l'immédiat – du commerce électronique sur le marché automobile européen. Les consommateurs éprouvent toujours des difficultés psychologiques à acquérir un véhicule "à distance", à travers le réseau électronique mondial. L'achat se réalise, le plus souvent, auprès du

sistance demande à ce dernier si le secteur bancaire ne s'expose pas à des difficultés encore plus considérables. Il semble en effet que les grandes entreprises ont déjà constitué une solide assise européenne, tandis que les banques françaises demeurent, le plus souvent, confinées à l'Hexagone. Jean-Paul Betbèze souligne, au contraire, que de véritables réseaux bancaires européens sont déjà constitués aujourd'hui. Toutefois, ces réseaux restent, le plus souvent, limités aux services aux entreprises, tandis que le *retail banking* n'a pas encore pris une dimension européenne. D'une manière générale, les entreprises engagées dans l'expansion européenne entraînent leur banque derrière elles. Sous peine d'être délaissé au profit de ses concurrents, chaque établissement financier est contraint de proposer aux entreprises des solutions à l'échelle du continent.

Sous peine d'être délaissé au profit de ses concurrents, chaque établissement financier est contraint de proposer aux entreprises des solutions à l'échelle du continent.

(Inauguration de la Banque Centrale Européenne, Francfort, 30 juin 1998)

Créer des réseaux européens

La constitution de réseaux de *retail banking* est indispensable dans le marché européen de demain, estime Jean-Paul Betbèze. L'élargissement brutal du spectre de produits bancaires à la disposition des particuliers nécessitera en effet une présence accrue aux quatre coins de la zone euro. Inversement, le marché bancaire s'expose à une centralisation brutale de tous les mouvements de capitaux vers la place de Francfort, siège de la Banque centrale européenne. De nombreuses banques françaises pourraient y laisser la vie. Un membre de l'assistance note, à ce propos, que les banques françaises n'ont pas encore adopté les horaires d'ouverture pratiqués par les établissements installés à Francfort (fermeture à 18h30). Jean-Paul

concessionnaire local et ce, notamment, pour les besoins du service après-vente. Un membre de l'assistance relève, à ce propos, que la plupart des services de "vente électronique" ne servent, en réalité, qu'à mettre directement les différents annonceurs (constructeurs automobiles, assureurs, banquiers, etc.) en concurrence auprès du public ; les transactions s'effectuent, ensuite, de manière traditionnelle, en présence du vendeur.

BANQUES ET SERVICES FINANCIERS

Des banques encore trop hexagonales

Prenant acte de la future recomposition de l'industrie européenne (les "euro-marques") annoncée par Jean-Paul Betbèze, l'as-

DÉBAT

Betbèze convient que l'accentuation de la concurrence dans le secteur de la banque de détail rendra inévitable une telle évolution. Il ajoute que l'extrême complexité de la réglementation du secteur (1 100 conventions collectives au total !) risque de ne pas faciliter un éventuel élargissement de l'amplitude horaire.

Euro et trésorerie

A propos des avantages que pourra présenter la monnaie unique en termes de gestion de la trésorerie, Jacqueline Wolff considère que l'euro facilitera, avant tout, la gestion des flux entre les différentes filiales européennes de l'entreprise. Renault avait déjà anticipé cette mutation en centralisant auprès d'un établissement bancaire unique la totalité des transactions effectuées sur le continent. En revanche, l'introduction de l'euro exposera, de manière toujours plus aiguë, les entreprises européennes aux différents *ratings* financiers, leurs bilans comptables devenant encore plus transparents et comparables que par le passé, estime Jacqueline Wolff.

LA PRÉPARATION À L'EURO À TRAVERS L'UE

Bénélux

Belgique, Pays-Bas et Luxembourg font partie des pays les plus avancés dans la préparation à l'introduction de la monnaie unique, indique Jacques Creyssel, interrogé par l'assistance sur l'état d'avancement des différents pays de la zone euro. Pays-capitale de l'Europe, la Belgique a notamment estimé que ce statut lui intimait de "montrer l'exemple".

Mais surtout, les trois pays hébergent essentiellement des entreprises multinationales, qui tireront un avantage considérable de l'arrivée de l'euro.

Allemagne

Les travaux de préparation au passage à la monnaie unique ont atteint un niveau fort satisfaisant en Allemagne. Ils ont même récemment dépassé les préparatifs entrepris par la France. Toutefois, l'Allemagne est à nouveau prise de vitesse depuis que ses travaux s'enlisent dans la commission mixte Bund-Länder (Etat fédéral-régions). Les Länder tentent en effet d'imposer une interdiction de libeller les déclarations fiscales en euros avant la fin de la période transitoire 1999-2002.

Grande-Bretagne

Godefroy Beauvallet, co-auteur avec Alexandre Paquot, du livre "*Stratégies pour la monnaie unique*" (2), s'enquiert auprès de Sir Peter Petrie de la situation au Royaume-Uni. Il relève que l'économie de ce pays est notamment entraînée par la grande distribution et les banques, deux secteurs susceptibles de dégager des avantages considérables de la monnaie unique.

Pour Sir Peter, le lancement prochain de l'Union économique et monétaire provoquera une prise de conscience parmi les entreprises britanniques, qui vont être de plus en plus nombreuses à se lancer dans les travaux de préparation à la monnaie unique. En revanche, le secteur financier semble d'ores et déjà prêt à fonctionner en euros, malgré un léger retard accusé, semble-t-il, dans le secteur des assurances.

L'Administration n'a commencé que très tardivement à se pencher sur les conséquences de l'introduction de la monnaie unique. Dans les esprits de nombre de citoyens britanniques, note Sir Peter, l'euro ne constitue encore qu'une échéance lointaine. L'adhésion du Royaume-Uni à l'UEM suppose en effet un parcours législatif très long, l'introduction de l'euro devant d'abord être avalisée par le Parlement, puis soumise à référendum. Cette option est défendue par l'ensemble de la classe politique du pays.

France

Jacques Creyssel estime que la France a aujourd'hui rejoint le peloton des pays les plus avancés dans la préparation à l'euro. Son arsenal juridique et technique est, ajoute-t-il, parfaitement adapté.

Invité par Max-Paul Sebag à conclure les entretiens, Jacques Creyssel rappelle que l'euro ne doit pas être considéré comme une fin en soi. La monnaie unique n'est, souligne-t-il, qu'une arme supplémentaire au service d'un grand marché unifié. Ce dernier n'aura de sens que si les Etats européens entreprennent les réformes politiques qui donneront à l'UE un fonctionnement plus souple et une convergence économique et financière plus étroite, notamment en matière fiscale et sociale. L'euro doit donc être vu comme un catalyseur de l'intégration européenne. Il est annonciateur de défis encore plus grands pour l'avenir. •

(2) Godefroy Beauvallet & Alexandre Paquot, "*Stratégies pour la monnaie unique*" : comment entreprises et gouvernements s'adaptent-ils à la nouvelle donne européenne ?" Dunod, 1998, Paris.